Mots. Les langages du politique

81 | 2006

Suisse, laboratoire politique européen ?

Jean Widmer, *Langues nationales et identités collectives. L'exemple de la Suisse*

Pierre Fiala

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/17063>

DOI : 10.4000/mots.17063

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 53-55

ISBN : 2-84788-098-4

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Pierre Fiala, « Jean Widmer, *Langues nationales et identités collectives. L'exemple de la Suisse* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 81 | 2006, mis en ligne le 01 juillet 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/17063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.17063>

Comptes rendus thématiques

Langues nationales et identités collectives. L'exemple de la Suisse

Jean Widmer

2004, Paris, L'Harmattan, 230 p.

Préconisée par des linguistes modernistes, soi-disant non interventionnistes, défendue par les sectateurs du libéralisme marchand, l'institutionnalisation de l'anglais comme cinquième langue nationale suisse, à côté de l'allemand, du français, de l'italien, du romanche, est discutée dans l'espace médiatique depuis quelques années. Cette controverse anecdotique souligne l'intérêt général du champ labouré par J. Widmer depuis les années nonante dans son département de sociologie de la communication à l'université de Fribourg. Le plurilinguisme helvétique a fait l'objet depuis un siècle de nombreux travaux descriptivistes, dialectologiques, diachroniques, sociolinguistiques qui ont fait date¹. L'entreprise présentée ici ajoute dans les sciences du langage une perspective nouvelle sur ces sujets (voir également Knüsel, 1994²). Elle se propose de répondre à une question qui peut paraître saugrenue dans des pays à monolinguisme dominant, mais que les approches culturalistes du plurilinguisme connaissent bien, qu'elles la critiquent ou non : comment interpréter les explications communes ou scientifiques liant des comportements sociopolitiques (attitude dans le vote, dans les sondages d'opinion, les comportements sociaux) à la pratique d'une langue ? Souvent décrite comme stéréotype sous de multiples variantes – on parle surtout du *Röstigraben* ou « fossé des röstis » séparant Alémaniques, Romands et italophones –, bien avérée sur le plan statistique, cette corrélation doit être concrétisée et interprétée. L'ouvrage en propose une déconstruction ethno-méthodologique³, analytique, clinique. Confrontant les rapports des locuteurs à leur langue dans les diverses régions linguistiques de la Suisse, il montre que la place et la fonction de la langue, idiome, parler

1. Une synthèse de ces travaux linguistiques est parue dans l'ouvrage collectif dirigé par R. Schläpfer, 1985, [1982 : éd. orig. en allemand], *La Suisse aux quatre langues*, Genève, Zoé, 302 p. Voir aussi R. Ris, 1990, « Diglossie und Bilingualismus in der deutschen Schweiz: Verirrung oder Chance », J.-P. Vouga éd., *La Suisse face à ses langues*, Aarau, NSH, p. 40-49.
2. R. Knüsel, 1994, *Plurilinguisme et enjeux politiques. Les minorités ethnolinguistiques autochtones à territoire. L'exemple du cas helvétique*, Lausanne, Payot, 405 p.
3. Différente des premiers essais dans le champ ; pour rappel : P. Bourdieu et L. Boltanski, 1975, « Le fétichisme de la langue », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 4, p. 2-23.

commun, langue nationale, varie dans l'espace public conçu comme une architecture (Widmer, 1996⁴). Standardisée, normée, écrite, comme le français, la langue nationale s'impose au groupe romand comme métaphore d'un ordre supérieur surplombant l'identité langagière ; dialectalisée, oralisée, comme dans les parlers alémaniques, elle détermine un rapport métonymique d'appartenance et d'identification plus ou moins affirmé. Ces relations différenciées des communautés à leurs identités sont renforcées par les médiations symboliques (Bianconi, 1986⁵) régionales – presse audiovisuelle, modes d'échanges et de contacts – et portées par des fonctionnements sociolangagiers différents qui se repèrent aisément sur les scènes communes de l'espace politique : les rapports entre sexes, par exemple, les relations entre nationaux et étrangers, le traitement des communautés marginales. Comme le souligne l'auteur :

Si le rapport à la langue constitue l'architecture de l'expérience du politique, alors il n'est pas lié au seul domaine du politique institué comme tel, mais s'étend aux formes et aux processus qui instituent la collectivité politique, que celle-ci reconnaisse ou non leur dimension politique. On a ainsi considéré le rapport aux médiations et aux médiateurs culturels des collectivités et montré que ce rapport révèle non seulement la pertinence des deux types d'architectures mais qu'il rend compte aussi des différenciations spécifiques à chaque région, entre les sphères du politique, du privé et de l'économie (p. 201).

Des modèles de « cognitions collectives » sont ainsi dégagés, à l'œuvre dans le discours ordinaire aussi bien que dans l'organisation et la gestion du politique, et qui se combinent avec les traces des autres composantes culturelles, religieuses notamment. L'ouvrage évoque en conclusion les tendances à la dispersion de la volonté nationale de vivre ensemble et la responsabilité politique croissante de ceux, dirigeants ou experts sociolinguistes, qui mettent en formes institutionnelles ces mouvements centrifuges (Froidevaux, 1996⁶). On comprendra combien la proposition néolibérale d'institutionnaliser la langue anglaise en Suisse, évoquée en commençant, recouvre des enjeux qui ne sont pas uniquement économiques mais profondément identitaires, et symboliques, au cœur de l'Europe.

La richesse de la documentation, des savoirs convoqués, les modes d'explication complexes, rendent parfois difficile la lecture de cet ouvrage. On peut s'interroger aussi sur les critères linguistiques et les limites inférieures de la fragmentation sociopolitique des groupes langagiers, sur l'impact de l'intégration européenne sur l'accélération de ces processus, ou inversement sur une sous-estimation possible du rôle de l'institution scolaire dans leur ralen-

4. J. Widmer, 1996, « Langues et configurations de l'espace public », *Hermès*, n° 19.

5. S. Bianconi, 1986, « Le dialecte comme simulacre : traditionalisme et racines perdues », A. Nesi éd., *Le pays oublié. Un portrait de la Suisse italienne*, Genève, Zoé, p. 39-48.

6. D. Froidevaux, 1996, « L'article 116 de la Constitution fédérale et la politique linguistique suisse », *L'état des langues en Suisse*, Neuchâtel, Regards, IRDP, p. 41-49.

tissement. On pourrait aussi s'interroger sur le statut totémique de la langue nationale, au sens freudien de gardienne supérieure et identification de l'ordre social, tel que J. Widmer le conçoit dans ses modèles cognitifs, et ses relations avec cet étrange amour lacanien de la langue que Milner⁷ (1978) avait mis au jour naguère.

Autant de questions cruciales qui montrent l'intérêt de l'approche proposée et l'importance de ce travail où la Suisse apparaît comme un laboratoire d'une balkanisation réellement en cours dans l'ensemble européen, et au niveau mondial. L'Harmattan, il est de bon ton de le dire dans les milieux académiques, publierait tout et n'importe quoi. C'est pourtant grâce à sa politique éditoriale que des idées neuves, souvent négligées chez les éditeurs de la notoriété, émergent et circulent sous une forme papier accessible. L'ouvrage de J. Widmer en est un nouvel exemple.

Pierre Fiala
Université Paris 12, Céditec
fiala@univ-paris12.fr

Notes sur une participation à une expérience de recherche

2004, **Parole, pensée, violence dans l'État. Une démarche de recherche**, 672 p.

2004, **Contraintes, dilemmes, position des travailleurs du service public. Entretiens**, 397 p.

2004, **Le devoir de fidélité à l'État entre servitude, liberté, (in)égalité. Regards croisés**, 455 p.

2005, **L'action « tragique » des travailleurs du service public**, 492 p.

Actes du Colloque international de Genève, septembre 2004

Marie-Claire Caloz-Tschopp éd. pour les quatre volumes

Paris, L'Harmattan

Une anthropologie politique de la notion de *superfluité humaine* doublée d'une lutte politique contre l'exclusion des travailleurs immigrés dans le libéralisme helvétique : l'expérience menée par le réseau animé par Marie-Claire Caloz-Tschopp est originale et exemplaire. Commandée par le gouvernement genevois⁸, avec un appui financier du Fonds national de la recherche scientifique

7. J.-C. Milner, 1978, *L'amour de la langue*, Paris, Le Seuil, 132 p.

8. Incarnée dans des figures historiques et des institutions, la *République et Canton de Genève* – désignation officielle – cultive dans la longue durée son image de cité internationale et sa vocation universalisante : berceau de l'éthique protestante, du libéralisme politique et économique et de